

Actualité Monde France



De nombreux expatriés français sont déjà rentrés ou prévoient de le faire. PHOTO AFP

Les expatriés français sont inquiets

BREXIT Le Parlement européen doit ratifier l'accord de sortie du Royaume-Uni mercredi. Quelles conséquences pour les 300 000 résidents français ? Témoignages

Cela fait près de vingt ans qu'Isabelle Vergeron vit à Southampton. Elle dit son « désarroi » depuis ce 23 juin 2016, lorsque les Britanniques se sont prononcés à 51,9 % pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE). « Ce vote a ouvert les vannes à un racisme et une xénophobie latents. J'ai depuis pris la double nationalité, en raison de ce climat. Mais je me sens uniquement Française et Européenne. »

Après plus de trois ans de palabres, le Premier ministre Boris Johnson va finalement réaliser le Brexit. Une période de transition s'ouvre le vendredi 31 janvier, jusqu'au 31 décembre 2020 (en théorie), pendant laquelle Londres et Bruxelles doivent négocier de nouveaux accords. Quelles sont les conséquences pour les 3,2 millions de ressortissants européens, parmi lesquels environ 300 000 Français ?

Parcours du combattant

Ils doivent s'enregistrer jusqu'au 31 décembre 2020 pour avoir le droit de résider et travailler dans le pays après cette date. « Il faut justifier d'une présence de cinq ans, sans interruption de plus de 90 jours, pour obtenir le "settled status" (statut de résident permanent, NDLR), et moins de cinq ans pour le "pre-settled status" (provisoire), explique Thomas Roulet, enseignant-chercheur au King's College de Londres. Selon les cas, la procédure a été rapide et simple, ou très lourde, imprécise, voire humiliante. »

Quentin Lafaye est community manager dans une start-up. « L'entreprise est passée par un prestataire. Tout a été validé très rapide-

ment », se réjouit-il. Jeanine (1), elle, a vu sa demande niée et bataille depuis des mois. Retraitée, elle vit à Londres... depuis plus de quarante ans. Elle a fait appel à l'association The 3 Million, très active dans la défense des droits des citoyens européens.

« Seul un email justifie ce nouveau statut. Les lobbies des citoyens européens plaident pour l'instauration d'une carte d'identité », pointe Thomas Roulet. La presse britannique et The 3 Million rapportent le cas de milliers d'Européens à qui sont refusés des appartements ou des postes : ils doivent prouver qu'ils ont le droit de vivre au Royaume-Uni auprès de certains propriétaires, employeurs et banques pour qui le « settled status » n'est pas suffisant.

« Une majorité d'entre nous ne fait pas confiance aux promesses du gouvernement », poursuit Thomas Roulet. Comme lui, comme Isabelle Vergeron, ils sont nombreux à acquérir la nationalité britannique (moyennant un peu moins de 2 000 euros). C'est le cas d'Aurore Julien, qui habite à Londres depuis plus de vingt ans. « C'est la seule solution pour garantir mes droits à la retraite, aux soins médicaux... et pour voter, aussi ! J'ai été choquée de ne pas pouvoir le faire. Je me sens victime des décisions prises. »

Vague de départs

Si aucun nouvel accord commercial n'a encore été paraphé, de nombreux expatriés sont déjà rentrés ou prévoient de le faire. « Je vais fermer ma boutique de vêtements, explique Laura (1). J'ai perdu envi-

ron 20 % de mon chiffre d'affaires et une partie de ma clientèle, composée de cadres supérieurs qui ont été rapatriés en France. » Son mari est salarié dans une grande banque londonienne : 38 de ses collègues ont été renvoyés à Paris ou Francfort.

Paul (1) travaille dans un fonds d'investissement dans la capitale. « Des gens qui n'ont pas envie de partir doivent le faire. Les entreprises sont dans l'incertitude et font effectivement des suppositions : que faire s'il n'y a pas d'accord ? Comment continuer à servir les clients ? »

La tolérance diminue

Les témoignages recueillis racontent aussi une atmosphère déférente, hors Londres, « ville cosmopolite » souligne Paul. « Nous sommes arrivés avec ma femme en 2006. Le pays était très accueillant. Il se renferme sur lui-même », rapporte Thomas Dalod, employé dans une entreprise de produits chimiques. Lui compte rester à Manchester, à la différence de Cyrille Rollet, professeur à l'Alliance française. « Je vivais mon rêve depuis dix-huit ans. Les gens étaient tolérants. Depuis 2016, les petits incidents sont plus réguliers. On m'a dit récemment dans un resto de rentrer en France si je n'étais pas content. »

Quentin Guillon, à Manchester.

(1) Les prénoms ont été changés.

La tentatio

POLITIQUE Hollande rêve de revenir et s'agite en coulisses ; Sarkozy enchaîne les déplacements chez Les Républicains. À croire qu'ils n'ont renoncé à rien



Bruno Dive
b.dive@sudouest.fr

C'est une curieuse petite phrase que François Hollande prononce devant nous dans ses bureaux de la rue de Rivoli. Face à la crise des partis et à cette sorte de vide politique qui menace, selon lui, la démocratie, « les anciens présidents peuvent avoir un rôle à jouer », dit-il. Diable ! Comme il ne reste plus, depuis le décès de Jacques Chirac, que trois ex-présidents en vie ; que Valéry Giscard d'Estaing, 94 ans dimanche prochain, est aujourd'hui très fatigué ; cela signifierait-il que Hollande et Sarkozy s'apprentent à prendre une initiative commune ? Vont-ils lancer un appel, créer une structure, signer une tribune ensemble ? Certes non, et aucun des deux n'en a envie. Ils ont déjà suffisamment d'occasions de se retrouver côte à côte dans des cérémonies officielles, hommages nationaux, commémorations, et cela leur est assez pénible comme ça, pour ne pas en rajouter.

Mais pour Hollande, il faut que la gauche et la droite se reconstituent, si possible après les élections municipales. Nouveau monde ou pas, il en est persuadé : « Il n'y a pas de démocratie sans grand parti, pas de possibilité de gagner l'élection présidentielle sans l'appui d'une formation ancrée dans le terrain et dans un corpus politique. » Et il y a

urgence, selon lui : l'extrême droite n'est plus considérée comme une menace suffisante par une partie de la gauche pour que le front républicain puisse encore jouer. Marine Le Pen peut donc gagner face à Macron. Voilà pourquoi il faut créer une autre alternative. Et c'est là que « les anciens présidents peuvent jouer un rôle, réinventer une forme de vie politique ». Car après tout, « ils ont été chefs de parti » !

« À la disposition de son pays »

Heureuse coïncidence, les deux derniers chefs d'État sont en train de se rappeler au bon souvenir de leurs amis politiques et de leurs compatriotes. Chacun à leur manière, plus ou moins discrète, mais avec l'idée qu'ils n'ont pas tout à fait renoncé au pouvoir suprême et que si par hasard l'histoire leur fait à nouveau signe, si le pays depuis ses tréfonds les appelle, ils seront là, prêts à se dévouer une nouvelle fois.

« Quand on a été président de la République, on doit rester à la disposition de son pays », explique Nicolas Sarkozy. Celui-ci était invité, lundi soir, à Romorantin (Loir-et-Cher) par le député Les Républicains (LR) du cru, Guillaume Peltier, pour une cérémonie de vœux, dont il fut évidemment la vedette. L'occasion pour « Sarko » de dénoncer, à propos du conflit sur les retraites, « la jalousie nationale », « la revendication égalitaire sans nuance », mais aussi « ces scènes de violence (qui) abaissent la France ». À raison de deux déplace-

En Turquie, les secourist

SÉISME Environ 2 000 personnes œuvraient, hier, dans la province d'Elazig, pour tenter de secourir les victimes

vince d'Elazig, vendredi soir, et a été mesuré à une magnitude de 6,7 par l'institut américain d'études géologiques USGS.

Phénomène récurrent

Dans ce quartier populaire aux rues poussiéreuses, plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées, hier, observant les secouristes. « Trois de mes proches sont coincés dans les décombres. Nous ne pouvons rien faire, sauf prier », confie Mustafa, un habitant qui a préféré passer la nuit dehors, par crainte des répliques.

Environ 2 000 secouristes auraient été dépêchés dans la province frappée par le tremblement de terre et celle voisine de Malatya, elle aussi durement touchée. Des gymnases, des écoles et des

Les secouristes luttent contre la montre et le froid, hier, pour extirper à temps des personnes coincées sous les décombres, au lendemain du puissant séisme qui a frappé l'Est de la Turquie. Selon l'Agence gouvernementale des situations de catastrophe (Afad), le bilan provisoire est d'au moins 29 morts et 1 500 blessés. En outre, 43 personnes ont été extraites en vie des éboulements.

Le tremblement de terre, qui a été ressenti dans plusieurs pays voisins, s'est produit dans la pro-

EN BREF

BOEING

Le nouveau long-courrier de Boeing, le 777X, a effectué hier son vol inaugural de Paine Airfield, à Everett, dans le nord-ouest des États-Unis. Il s'agit du début d'une batterie de tests en vol devant mener à la certification de l'appareil.

TRUMP

Hier soir, le Premier ministre israélien,

Benjamin Netanyahu, a affirmé que « le plan de paix pour le Moyen-Orient que doit dévoiler sous peu l'administration Trump sera historique ».

BUDGET EUROPÉEN

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a invité, hier, les chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres à un sommet exceptionnel le 20 février à Bruxelles pour « parvenir à

un accord » sur le budget de l'UE pour la période 2021-2027.

BRÉSIL

Au moins trente personnes ont été tuées dans la tempête qui s'abat depuis jeudi sur l'État de Mina Gerais, au sud-est du Brésil. Cette tempête exceptionnelle a en outre fait 17 disparus, sept blessés et déplacé plus de 3 500 personnes.